



***Conservatives' narrow win no mandate to overturn child care programs – advocates / Avec leur mince victoire, les Conservateurs n'ont pas le mandat de démanteler les services de garde, disent les militantes et militants***

*CCAAC / ACPSGE Ottawa 27 Jan 06*

The Child Care Advocacy Association of Canada said today it is contesting the Conservatives' plans to overturn the child care agreements signed by the previous federal government with all 10 provinces. The group says these agreements were negotiated in good faith — it shouldn't matter whether the federal government was Liberal or another party.

“In the election, 64 % of Canadians voted for parties that support funding for early learning and child care programs while only 36% voted for the Conservatives, whose approach is different,” said Debra Mayer, CCAAC chair. “This is a clear directive from Canadians that the new government must reconsider plans to cancel federal funds committed for child care.”

Following a 2004 promise to pursue a national child care program, the Martin government committed \$5 billion over five years for provinces to develop regulated child care services. Instead, the Conservatives say they would replace this program with a taxable payment to individual parents of up to \$1,200 per child to spend as they wish. Analysts say this is more like the old “baby bonus”; it is not a child care program.

The association is not opposed to family income support programs, but advocates increases to the National Child Tax Benefit as a more equitable way to help families, especially those that need it most.

The Conservative minority will need opposition support for manoeuvring in Parliament. All the main opposition parties –and the provinces—oppose Mr. Harper's plan to cancel the child care agreements. “We expect that keeping the child care program will be a bottom line issue for all three opposition parties,” said Mayer. “Mr. Harper must reconsider his plan to reduce the child care choices available to families. Cancelling child care is no way to signal that the new government wants a cooperative working arrangement with other parties.”

-----

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance a déclaré aujourd'hui qu'elle contestait le plan des Conservateurs d'annuler les ententes sur les services de garde conclues entre le gouvernement fédéral précédent et les dix provinces. Selon l'organisme, ces ententes ont été négociées de bonne foi. Que le gouvernement fédéral ait été Libéral ou d'un autre parti, cela ne devrait rien changer.

« Dans cette élection, 64 p. cent des Canadiennes et Canadiens ont voté pour des partis qui appuient le financement des services éducatifs et de garde à l'enfance. Seulement 36 p. cent ont voté pour les Conservateurs qui prônent une approche différente », a dit Debra Mayer, présidente de l'ACPSGE. « C'est un message clair au nouveau gouvernement. Il doit reconsidérer ses plans d'annuler le financement prévu pour les services de garde ».

Suivant une promesse faite en 2004 d'instaurer un programme national de services de garde, le gouvernement Martin a consenti 5 milliards de dollars sur cinq ans aux provinces pour qu'elles développent et consolident leurs réseaux de services de garde réglementés. Les Conservateurs disent, quant à eux, qu'ils vont remplacer ce programme par une allocation impossible de 1 200 dollars par enfant, versée directement aux parents pour en faire ce qu'ils désirent. Selon les commentateurs, cette mesure s'apparente davantage à l'ancienne allocation familiale; ce n'est pas un programme de services de garde à l'enfance.

L'ACPSGE ne s'oppose pas à des programmes de soutien du revenu pour les familles mais propose plutôt que l'on augmente la Prestation fiscale nationale pour enfants, une mesure plus équitable pour venir en aide aux familles, notamment aux familles qui en ont le plus besoin.

Le gouvernement conservateur minoritaire aura besoin de l'appui des partis d'opposition pour fonctionner à la Chambre des communes. Les principaux partis d'opposition, ainsi que les provinces, s'opposent au plan de Monsieur Harper d'annuler les ententes sur les services de garde. « Nous nous attendons à ce que le maintien du programme de services de garde soit un facteur décisif pour les trois partis d'opposition pour maintenir le gouvernement », a dit madame Mayer. « Monsieur Harper doit reconsidérer son plan de réduire les choix des familles en matière de services de garde. Annuler les ententes n'est pas une façon de démontrer la volonté du nouveau gouvernement de travailler en collaboration avec les autres partis.